



CHAPITRE 255

LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des syndicats professionnels.*

SECTION I

CONSTITUTION ET POUVOIRS

2. 1. Vingt personnes ou plus exerçant la même profession, le même emploi, des métiers similaires, se li- Déclaration des personnes qui veulent former un syndicat.
vrant à des travaux connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, peuvent faire et signer une déclaration constatant leur intention de se constituer en association ou syndicat professionnel.

2. Cette déclaration doit indiquer:

- a) Le nom de l'association;
- b) Son objet;
- c) Les noms, prénoms et adresses des premiers directeurs, au nombre de trois au moins et de neuf au plus, et les noms, prénoms et adresses des personnes qui doivent en être le premier président et le premier secrétaire;

Contenu de cette déclaration.

d) La localité où elle aura son siège principal.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête accompagnée de la déclaration et des statuts de l'association, d'approuver tels statuts et d'autoriser la constitution des signataires de la déclaration et de ceux qui s'adjoindront ou qui leur succéderont, en association ou syndicat professionnel.

Requête au lt-gouv. en conseil et constitution du syndicat.

4. Avis que l'autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 1 de la présente loi, et déposé par les requérants, après telle publication, au greffe de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de l'association; et, à compter de cette publication et de ce dépôt, l'association est constituée en corporation et jouit de la personnalité civile.

Avis et dépôt de l'avis.

Effet.

Par qui sont payés les frais.

5. La publication, le dépôt et l'enregistrement de l'avis requis par le présent article sont aux frais de l'association.

Change-ments et formalités requises.

6. Tout changement des statuts doit, avant d'entrer en vigueur, être aussi déposé chez le secrétaire de la province et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Restrictions.

7. Les statuts ne peuvent déroger aux lois et ils ne doivent contenir rien de contraire à l'ordre public. 14 Geo. V, c. 112, s. 1.

Objets proposés.

3. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession. 14 Geo. V, c. 112, s. 2.

Mineurs et femmes mariées.

4. Le mineur âgé de seize ans et la femme mariée, sauf opposition de son mari, peuvent faire partie d'un syndicat professionnel. 14 Geo. V, c. 112, s. 3.

Nationalité des membres d'un syndicat.

5. Seuls les sujets britanniques peuvent faire partie de la direction des syndicats professionnels. Nul syndicat ne peut se constituer à moins que les deux tiers de ses membres ne soient des sujets britanniques.

Dissolution dans certains cas.

L'admission d'aubains dans un syndicat en nombre excédant le tiers de ses membres, entraîne la dissolution de ce syndicat. 14 Geo. V, c. 112, s. 4.

Droits du syndicat.

6. Les syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice et d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et les immeubles propres à leurs fins particulières.

Ses pouvoirs.

Sujet aux lois en vigueur, ils jouissent de tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite de leur objet et ils peuvent notamment:

1° Constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite;

2° Affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène;

3° Créer et administrer des bureaux de renseignements pour les offres et les demandes de travail;

4° Créer, administrer et subventionner des œuvres professionnelles, telles que institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, œuvres d'éducation scientifique, agricole et sociale, cours et publications intéressant la profession;

5° Subventionner et aider des sociétés coopératives de production et de consommation;

6° Acheter pour les revendre, louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires au soutien de leur famille, à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires;

7° Prêter leur entremise pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations syndiquées; faciliter cette vente par expositions, annonces, groupement de commandes et d'expédition;

8° Déposer leur marque ou label;

9° Passer avec tous autres syndicats, sociétés, entreprises ou personnes les contrats ou conventions relatives à la poursuite de leur objet et spécialement ceux visant les conditions collectives du travail. 14 Geo. V, c. 112, s. 5.

7. Les syndicats, établis en vertu de la présente loi, doivent tenir et diviser leur comptabilité de manière que chaque genre de services et avantages accordés aux sociétaires puisse être administré séparément et faire l'objet de caisses ou fonds distincts. 14 Geo. V, c. 112, s. 6.

Tenue de la comptabilité et caisses spéciales.

8. Outre les caisses spéciales, il doit être établi une caisse pour les frais généraux du syndicat. 14 Geo. V, c. 112, s. 7.

Caisse des frais généraux.

9. Chaque fois qu'une caisse spéciale cesse de se supporter, elle peut être liquidée volontairement ou en justice sans affecter la personnalité civile du syndicat. 14 Geo. V, c. 112, s. 8.

Liquidation des caisses spéciales.

10. A l'égard des sociétaires entre eux les caisses spéciales ne sont tenues qu'à leurs propres dettes, sauf dans le cas de liquidation générale, alors que toutes les caisses, leurs dettes particulières étant payées, sont versées au fonds général du syndicat. 14 Geo. V, c. 112, s. 9.

A quoi sont tenues les caisses spéciales.

11. Sont insaisissables les fonds des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite, sauf pour le paiement des rentes et secours auxquels peut avoir droit un membre du syndicat. 14 Geo. V, c. 112, s. 10.

Insaisissabilité du fonds de ces caisses.

Union des
syndicats.

12. Les syndicats professionnels, au nombre de trois et plus, peuvent se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et moraux, et, à cette fin, être constitués en union ou fédération en suivant les dispositions de l'article 2 de la présente loi.

Représenta-
tion dans le
conseil d'ad-
ministration
de l'union,
etc.

Les statuts de l'union ou de la fédération doivent déterminer les règles selon lesquelles les syndicats adhérents à l'union ou à la fédération seront représentés dans le conseil d'administration ou dans les assemblées générales. 14 Geo. V, c. 112, s. 11.

Droits et pou-
voirs des
unions.

13. Les unions et fédérations de syndicats professionnels jouissent, dans leur sphère propre, de tous les droits et pouvoirs conférés par la présente loi aux syndicats professionnels.

Conseil de
conciliation,
etc.

Sentences
soumises à
homologation
de la C. S.

Ils peuvent en outre instituer des conseils de conciliation et d'arbitrage entre les syndicats, qui prononcent, à la demande des parties intéressées, des sentences sur les litiges qui leur sont soumis. Telles sentences sont soumises à la Cour supérieure pour homologation et, à partir du jugement qui les confirme, elles ont force de chose jugée et sont exécutoires en la manière prévue pour l'exécution des jugements de ladite cour. 14 Geo. V, c. 112, s. 12.

Retrait des
membres.

14. Les membres d'un syndicat professionnel peuvent se retirer à volonté, sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux trois mois qui suivent le retrait d'adhésion. 14 Geo. V, c. 112, s. 13.

SECTION II

DE LA LIQUIDATION

Effet de la
liquidation,
etc.

15. En cas de dissolution volontaire, ou prononcée en justice, les biens d'un syndicat, sauf ceux provenant de dons ou legs, sont dévolus, après paiement des dettes et frais de répartition, entre ses membres suivant les règles déterminées par l'assemblée générale qui est réputée continuer d'exister pour les fins de la liquidation.

Retour de
certains biens
donnés ou
légés.

Les biens provenant de dons ou legs font retour suivant les dispositions de l'acte constitutif de la libéralité. A défaut de telles dispositions, ils sont attribués à une ou plusieurs œuvres similaires ou connexes désignées soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. 14 Geo. V, c. 112, s. 14.

SECTION III

DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL

16. La convention collective de travail est un contrat relatif aux conditions du travail, conclu entre, d'une part, les représentants soit d'un syndicat professionnel, soit d'une union, soit d'une fédération de syndicats et, d'autre part, un ou plusieurs employeurs, ou les représentants soit d'un syndicat d'employeurs, soit d'une union, soit d'une fédération de syndicats d'employeurs.

Convention collective du travail.

Peuvent faire l'objet d'une convention collective du travail, tous les engagements concernant les conditions du travail qui ne sont pas défendus par la loi. 14 Geo. V, c. 112, s. 15.

Ce qui peut en faire l'objet.

17. Sont liés par la convention collective de travail: Parties liées

1° Les employés et employeurs signataires, soit personnellement, soit par mandataire autorisé, de ladite convention;

par la convention.

2° Ceux qui, au moment où la convention est conclue, sont membres d'un groupement partie à cette convention, si, dans un délai de huit jours francs à dater du dépôt ci-après pourvu à l'article 18 de la présente loi, ils n'ont pas donné leur démission de tel groupement et s'ils ne l'ont pas notifié, par un avis écrit déposé au secrétariat de ce groupement et chez le ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec;

3° Ceux qui sont membres d'un groupement adhérant ultérieurement à cette convention, si, à dater de la notification de telle adhésion, ils ne se sont pas retirés de ce groupement dans les conditions et délais précisés au paragraphe 2° ci-dessus;

4° Ceux qui, postérieurement au dépôt de la convention, entrent dans un groupement partie à cette convention. 14 Geo. V, c. 112, s. 16.

18. La convention collective de travail doit être par écrit, sous peine de nullité.

La convention doit être par écrit.

Elle ne prend effet qu'à partir du dépôt, par l'une des parties chez le ministre des travaux publics et du travail, d'une copie authentique ou, dans le cas de sous seing privé, d'un double de l'écrit qui en arrête les dispositions. 14 Geo. V, c. 112, s. 17.

Conditions de mise à effet.

19. La convention collective de travail donne ouverture à tous les droits et recours établis par la loi pour la sanction des obligations. 14 Geo. V, c. 112, s. 18.

Effets légaux de la convention.

FORMULE

1.--(*Article 1*)

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de
pour
a été autorisée par arrêté en conseil en date du 19 .
Le siège principal de la société est à .
secrétaire de la province.

14 Geo. V, c. 112, annexe.